

VERNEUIL PARTICIPATIONS
Société anonyme au capital de 10.992.650 €
Siège social : 29, rue Viala - 75015 PARIS
542.099.890 R.C.S. Paris

Paris, le 15 novembre 2012

Chiffre d'affaires au troisième trimestre 2012

Les données ci dessous, issues de la comptabilité du groupe et non auditées, illustrent son activité au troisième trimestre de l'exercice 2012 :

| En millions d'euros | Exercice 2012 | Exercice 2011 |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| Groupe | | |
| Premier trimestre | 45,34 | 43,63 |
| Second trimestre | 44,85 | 46,50 |
| Troisième trimestre | 46,58 | 45,32 |
| Total | 136,77 | 135,45 |
| Société mère | | |
| Premier trimestre | 0 | 0 |
| Second trimestre | 0 | 0 |
| Troisième trimestre | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 |

Données sectorielles :

En l'absence de chiffre d'affaires et les autres filiales (EEM, SFC notamment) étant consolidées par mises en équivalence, l'intégralité du chiffre d'affaires du groupe est constitué de celui de la filiale Duc.

Activité du trimestre

Activités conservées

L'activité du groupe Duc sur le trimestre a été en progression de 2,77% par rapport à celle de la même période de l'exercice précédent ; elle a été réalisée à hauteur de 58,61% dans le poulet, 20,41% dans la dinde et 14,75% dans les produits élaborés, le solde correspondant à l'activité de la filiale bulgare ; elle n'a été impactée que de façon marginale par la reprise, dans le cadre de la liquidation partielle du groupe Doux, des sites d'Amilly et de Boynes, qui n'apparaîtront véritablement que postérieurement ; il est précisé que le projet industriel commun aux groupes Glon Sanders et Duc a permis à ces deux sites de retrouver un niveau d'activité correct sur le trimestre, avec des perspectives de montée en puissance ultérieures ; le groupe Duc a fait état de ce que la conjoncture ne lui avait pas permis sur le trimestre de répercuter sur la clientèle la flambée du cours des matières premières.

Sur les neuf premiers mois de l'exercice, la progression de l'activité a été de 0,97%.

Activités mises en équivalence

E.E.M.- Electricité et Eaux de Madagascar

Au cours du trimestre, EEM a :

- apporté en compte courant 6M€ à sa participation Gascogne en difficulté de trésorerie, dans le cadre d'un accord de conciliation conclu avec certains d'entre ses créanciers bancaires, dont elle a été remboursée pari passu, et dans le cadre de cet accord, sur le produit de la vente de la filiale suisse de Gascogne, à hauteur de 2,54 M€ ;
- cédé pour un montant de 2,84 M€ sa participation résiduelle dans le vignoble de Tokaj, dont 0,4 M€ a été séquestré ;
- reçu, dans le cadre de ses accords avec Immo Vauban, 2,3 M€ résultant de la mise en liquidation de 3 SCI, dont 1,3 M€ ont été réinvestis dans deux opérations analogues, l'ensemble des opérations devant être dénoué d'ici la fin de l'exercice.

L'hôtel d'Angkor détenu par EEM a poursuivi la progression de son activité et maintient un niveau de fréquentation satisfaisant.

On indiquera que, suite à la situation de sa participation dans Gascogne, EEM a décidé de pratiquer, dans ses comptes semestriels, une dépréciation de 20 M€ sur ces titres, qui s'est ajouté à la quote-part de pertes lui revenant de ce chef ; l'impact de ces opérations sur Verneuil Participations ressort à 5,9 M€, qui ont été comptabilisés dans les comptes semestriels.

Société Française de Casinos

Au cours du trimestre, l'activité de SFC a progressé de 1,5% (5,1 M€ contre 5 M€ pour la même période de l'exercice précédent) ; les activités casinotières sont en augmentation de 3,2% dans un secteur d'activité globalement en baisse ; les activités de jeux virtuels sont en baisse de 10,2% du fait de la fermeture de deux centres de jeux déficitaires.

Tendances

Le groupe Duc escompte sur l'exercice en cours une progression réelle de son activité, mais doute que puisse être compensé totalement le retard pris en matière de répercussion dans les prix de vente de ses coûts matières.

Le groupe EEM suit avec attention l'évolution de la situation de Gascogne, et notamment ses discussions avec ses banques créancières, dont le résultat conditionne la mise en œuvre de la restructuration industrielle et financière de cette participation ; en fonction de celle-ci, il arrêtera la conduite qu'il adoptera et en informera le marché.